

Le secteur financier à Montréal

Allocution présentée par Jean Matuszewski
Président de la société d'étude économique E&B DATA

Montréal – Le 8 octobre 2008

1. Quelques faits et chiffres

Le conservatisme de nos institutions financières est un sujet que l'on m'a quelques fois mentionné au cours de notre recherche. Réflexion faite, il semble que jusqu'ici, il n'y a pas lieu de nous en plaindre. Et ce d'autant plus que le secteur financier à Montréal occupe une place importante avec 100 000 emplois, soit un niveau comparable aux secteurs de la biopharmaceutique et de l'aéronautique combinés. Depuis 2002, ce secteur financier a connu une croissance de valeur ajoutée (3,4%) qui a dépassé celle de l'ensemble des industries au Québec. Les activités du secteur à Montréal couvrent toute la gamme des services financiers: banques, caisses populaires, assurances, courtage de valeurs mobilières, bourse, gestion de portefeuille, conseils en placement, caisses de retraite, fonds de placement, etc. Ce niveau d'emploi est en réalité un seuil puisqu'il n'inclut pas l'activité financière de haut niveau dans les secteurs connexes tels que celui des experts-comptables et d'avocats spécialisés ou encore les services de trésorerie internationale des grandes sociétés (ex. Hydro-Québec).

Montréal centre financier, est également un centre financier *international*. Ce rayonnement international se manifeste :

- par des activités internationales (financement des grands projets internationaux (ex. SNC Lavalin, Bombardier), Bourse du carbone)
- par de nombreuses alliances des institutions locales avec des sociétés financières à l'étranger,
- par une présence locale de sociétés étrangères. On compte quelque 200 sociétés étrangères établies à Montréal, avec 10 000 emplois. En terme d'origine, plus de 60 % des CFI étrangers enregistrés à Montréal sont d'origine européenne, alors que près de 37 % proviennent des États-Unis.

Sans portrait quantifié, il est malaisé pour un secteur de se reconnaître et ces chiffres sont des points de repère importants. Mais les chiffres sont une information de nature périssable. Regardons au-delà.

2. Les expertises de Montréal

Au-delà des chiffres, il y a les compétences, les expertises, le talent. Et ces talents sont bien établis, enracinés de longue date.

- A titre d'exemple : la gestion des fonds de retraite. L'initiative de création de la Caisse de dépôt et placement en 1965 a eu un impact structurant et à long terme,

créant une profondeur d'expertise dans la gestion de fonds tant publics que privés et contribuant à l'implantation de nouveaux fonds. On peut ainsi mentionner la société de gestion de fonds de pension PSP implantée à Montréal il y a moins de dix ans, et dont les actifs dépassent déjà \$35 MM. Dans l'ensemble, c'est plus de 200 milliards \$ d'actifs en fonds de retraite qui sont gérés à Montréal (sans inclure les fonds d'assurances et de nombreux autres types d'actifs).

De plus, Montréal a manifestement modernisé son offre en regard des nouvelles exigences des secteurs financiers. A titre d'exemples :

- Les produits dérivés tels que ceux utilisés dans la Bourse du carbone,
- La lutte contre la criminalité financière,
- L'analyse des risques et leur gestion,
- L'ingénierie financière, notamment dans les domaines où Montréal excelle : l'énergie, le génie civil, et plusieurs secteurs de la fabrication,
- L'informatique financière (*Fin Tech*), activités méconnues telles que les sociétés d'informatique financière, non seulement les grandes comme CGI (fournisseur de services informatiques à 7 des 20 plus grandes banques au monde)), comme Morgan Stanley (centre de développement de logiciels informatiques) mais aussi un nombre croissant de PME informatiques spécialisées dans des domaines tels que la gestion de portefeuille, le traitement, l'analyse et la sécurité. (génie logiciel avec la compréhension des marchés)

3. Sources de talents

Cette gamme d'expertises n'est pas due à un concours de circonstances quelconque, mais bien à une des caractéristiques structurelles de Montréal. Au-delà du talent, il est utile d'identifier les sources de ce phénomène.

- Les quatre grandes universités montréalaises ont une offre étendue dans le domaine en termes de programmes (entre 7 000 et 8 000 étudiants inscrits) et de centres de recherche (plus de 30 centres reliés à la finance ont été répertoriés). Elles ont de plus développé des partenariats innovateurs avec les institutions financières. De plus, les quatre grandes universités montréalaises collaborent d'ailleurs en proposant un programme de doctorat conjoint en finance, et ce, depuis vingt-cinq ans. Si l'on rajoute la présence d'associations internationales, dont plusieurs sont exigeantes sur le plan des pré-requis et de la formation telles que CFA, il s'agit d'une véritable *communauté intellectuelle* qui caractérise ce secteur à Montréal et ce qui n'est pas rien si l'on tient compte de l'aspect stratégique de la main d'œuvre qualifiée dans ce secteur. Mais il y a plus pour caractériser cette source de talents.
- Depuis plus de 50 ans, la capacité de former des spécialistes dans le domaine des mathématiques appliquées est une des caractéristiques méconnues de Montréal. Utilisés au cours des années 1960 dans le secteur de l'ingénierie, puis au cours des années 1970 en économétrie, ces talents s'appliquent de plus en plus aujourd'hui à Montréal dans les secteurs de la finance et des secteurs qui y sont associés.

4. Conclusion

Le talent est là. Les sources du talent sont solidement établies. La masse critique est bien plus élevée de ce que plusieurs craignaient avant notre étude. Qu'en est-il de la croissance ?

On assiste aujourd'hui à une rupture de tendance dans la croissance nord-américaine. Non seulement, le rythme de croissance va être frappé, mais aussi sa dynamique sur le plan nord-américain. Bien que les États-Unis demeurent et de loin notre partenaire principal, notre avenir n'en est plus aussi étroitement lié que par le passé. Les indices s'accroissent :

- La part des États-Unis diminue graduellement dans nos marchés d'exportations canadiennes (de 86% à 79% au cours des cinq dernières années)
- En terme d'investissement par des étrangers, la part des États-Unis diminue également par rapport aux autres investissements étrangers au Canada (de 36% à 31% au cours des 5 dernières années)

La crise financière actuelle ne fait que souligner les différences entre les économies des deux côtés de la frontière, différences fondamentales et qui joueront en faveur du Canada et du Québec :

- Différences sur le plan institutionnel et de l'organisation industrielle (notamment dans le domaine des institutions bancaires) (réglementation, fiscalité) et qui pointent vers une stabilité plus grande.
- Différences aussi sur l'accès aux matières premières, et surtout l'énergie : l'enjeu numéro un des prochaines années. L'avantage d'être un exportateur net – contrairement aux États-Unis - va peser lourd en notre faveur au cours des prochaines années.

Et il y a de bonnes raisons de croire que cette différenciation va se poursuivre et que le Canada sera donc bien placé lors de la reprise. Déjà, le FMI dans un rapport publié le 4 octobre, prévoit que le Canada aura la meilleure performance du G-7 en 2009. La reprise ultérieure s'appuiera sur l'enrichissement de pays tels que la Chine, l'Inde, et le Brésil et sur l'augmentation de leur marché intérieur - et non sur le seul marché américain et les exportations qui y sont destinées. Autrement dit, les États-Unis ne sont plus l'alpha et l'oméga de la croissance mondiale. Et le Canada – le Québec en particulier – ne seront plus aussi dépendant de la croissance américaine que par le passé.

Avec les chocs que vivent les grandes places financières établies aux États-Unis et outremer, il y a place pour des centres financiers plus agressifs qui sauront exploiter des créneaux basés sur leurs expertises propres. Dans un monde où les centres financiers les plus réputés sont très durement touchés ces jours-ci, d'autres peuvent tirer leur épingle du jeu.

Il y a une condition cependant. L'évolution du secteur financier régional implique entreprises et gouvernements, rentabilité et fiscalité, initiative et réglementation, financement de l'éducation supérieure et finances publiques. Elle implique également un

équilibre entre innovation et prudence : il s'agit d'un équilibre délicat, établi par un travail patient qui s'exerce dans la durée et qui n'en est pas moins constamment à renouveler.

A cet égard, cette crise du crédit n'est peut-être pas un mauvais moment pour examiner le pacte qui au Québec lie les entreprises, les institutions et les administrations publiques qui représentent les intérêts des contribuables et des citoyens. Le temps est venu de resserrer les liens de ce tissu économique tant pour atténuer les chocs qui ne manqueront pas de survenir que de profiter des occasions qui se manifesteront.

***** ***** *****